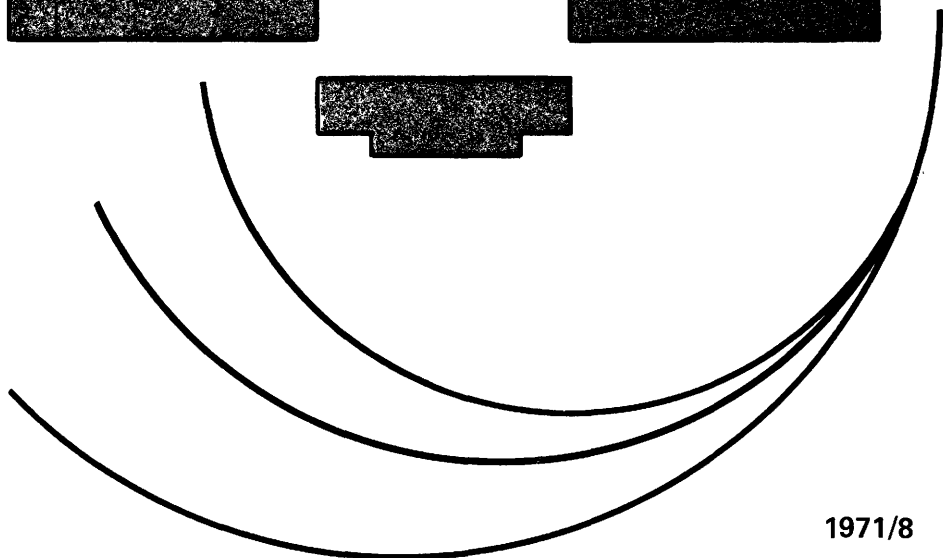


parlement européen

informations



SOMMAIRE

	Page
Libre opinion	1
I. Session de novembre	5
II. Activités des commissions parlementaires	25
III. Autres activités	32

Secrétariat général du Parlement européen

Luxembourg — Tél. 477.11

Publication de la direction générale
de la documentation parlementaire et de l'information

PE-i-875

LIBRE OPINION

POUR UNE POLITIQUE HUMANITAIRE

par M. Cornelis Berkhouwer

*Président du groupe
des libéraux et apparentés*



“L’Europe n’est plus l’Europe mais seulement un morceau du monde.” Cette formule d’un grand Français et d’un grand Européen, l’humaniste universel que fut Louis ARMAND, premier président de l’Euratom, dont le décès constitue pour l’Europe une perte irremplaçable, constitue le début de son livre “Le Pari Européen”.

Le rapprochement des peuples de notre planète ne peut certes se limiter à un seul continent. Nous vivons hélas dans une ère qui se caractérise par l’immense abîme qui sépare nos progrès technologiques de nos adaptations politique et sociale à cette évolution. Il faut en fait savoir si la civilisation industrielle se détruira elle-même ou si au contraire elle pourra assumer sa sauvegarde. Quelles sont les pollutions et les nuisances qui détruisent la vie ou qui créent chez l’homme des maladies décelables? A un niveau plus général, nous devons nous demander si, alors que nous sommes condamnés à devenir de véritables “cosmopolitains”, la situation géopolitique de notre planète peut demeurer à ce point chaotique. Nous assistons en effet actuellement à une modification globale de la répartition des forces planétaires. Yalta est révolu, le bilan bi-polaire suranné: il se dessine une restructuration de notre monde telle une étoile à cinq branches représentées par le Japon, la Chine, l’Union soviétique, l’Europe des Six et bientôt Dix, et, last but not least, les Etats-Unis d’Amérique.

Autre problème mondial: la crise monétaire. Bien que nous fassions preuve de sentiments religieux, en imprimant sur le dollar “in God we Trust” ou sur le

florin hollandais "God Met Ons" — c'est-à-dire Dieu avec nous — nous constatons à l'heure actuelle un triste retour aux hérésies nationalistes, isolationnistes ou protectionnistes. Nonobstant les G.A.T.T., Kennedy round, Fonds monétaire international, nous semblons tous pratiquer la devise "chacun pour soi et Dieu pour tous".

Dans tous les domaines, ce dont nous avons le plus urgent besoin, ce n'est pas de vaines déclarations mais bien plus d'une mise en commun des forces du monde civilisé pour porter un remède à ces accablants fléaux. Je pense ici par exemple au conflit larvé mais combien sanglant qui oppose en ce moment par personnes interposées l'Inde et le Pakistan. Nous savons, grâce aux psychologues et aux biologistes que l'agressivité est une condition indispensable de la survie animale. Il convient donc de limiter les dégâts en entreprenant une éducation internationale de tous les hommes, vigoureuse, permanente et ne célant aucun de nos défauts originels.

Les hommes ont sans cesse et inconsciemment le besoin de détester quelque chose ou quelqu'un. La critique est l'aspect le moins désagréable et le plus intellectuel de cet état d'esprit. Qu'une querelle naisse, elle s'envenime lentement et sûrement. Les futurs antagonistes, donc les futurs victimes, certains de leur bon droit, ne croient jamais être l'agresseur. Intoxiqués par une propagande que double l'efficacité des progrès techniques, ils alimentent inconsciemment leur agressivité native et se préparent à devenir des "héros" qui partent en chantant vers les hécatombes. Voici ce qu'il faut rappeler sans cesse à tous les peuples en vue de leur rapprochement; c'est contre cela qu'ils doivent exercer leur action et c'est dans ce but que doivent s'orienter nos recherches.

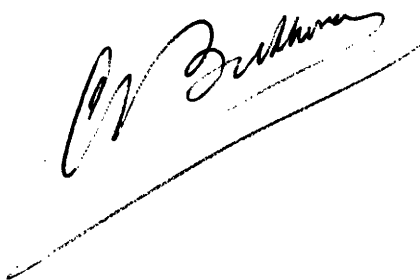
Il fut un temps où les hommes croyaient de bonne foi savoir qui haïr. A notre époque où les problèmes de frontières ne sont pas toujours aussi délicats, le défoulement se manifeste contre n'importe quoi, envers n'importe qui: la police, les feux rouges, les standardistes, la société de consommation, et bien d'autres billevesées, tout cela au nom d'idéologies ambiguës dont les tenants relèvent souvent de la cure mentale. Dans mon pays, comme dans les autres démocraties de style libéral, on n'ose réprimer. Certaines nations font primer l'idéologie sur le rapprochement entre les peuples alors que d'autres, auxquelles je suis fier d'appartenir, tentent le maintien de la paix avant toute autre chose.

Il est de notre devoir, à nous Européens, d'organiser d'urgence le rapprochement des peuples qui seul pourra nous garantir la paix. Il est de notre devoir de modifier radicalement les méthodes internationales de concertation puisque

quinze conflits armés environ obsèdent nos pensées depuis les stupides tueries idéologiques de 1939/1945.

C'est une tâche à laquelle s'est attelé, sur un plan modeste, il est vrai, le Parlement européen, avec des réussites diverses. Néanmoins, il convient de signaler que les parlementaires des Six pays, et bientôt des Dix, dénoncent une aggravation et une augmentation de tous ces problèmes jusqu'à présent méconnus.

Les aspects techniques et économiques des travaux menés par le Parlement européen paraissent primer, lors d'une observation superficielle, sur des considérations humanitaires d'ordre général, je n'en demeure pas moins persuadé que nous disposons là d'une des rares tribunes internationales où la recherche de la paix et du mieux-être peut cheminer de pair avec les soucis technologiques qui sont le lot de notre époque.



I. SESSION DE NOVEMBRE

Le Parlement européen, réuni à Strasbourg du 15 au 19 novembre, a étudié, au cours du colloque annuel avec le Conseil et la Commission européenne, le rôle des Communautés élargies dans l'évolution des relations internationales et la consolidation de la paix. Il a adopté le "plan Mansholt" de réforme de l'agriculture européenne et s'est prononcé pour une augmentation de 8 0/0, en moyenne, des prix agricoles. Le Parlement a approuvé le budget général des Communautés, après y avoir apporté plusieurs modifications, a donné son avis sur plusieurs textes concernant la politique commune des transports et de l'énergie et la politique sociale et a approuvé les recommandations adoptées par la commission parlementaire mixte C.E.E.—Turquie.

Le président du Parlement européen a souhaité la bienvenue à une délégation du Folketing danois qui a eu un échange de vues avec une délégation du Parlement européen.

Le rôle des Communautés élargies dans l'évolution des relations internationales et la consolidation de la paix (17 novembre)

Le colloque annuel entre le Parlement, le Conseil et la Commission avait pour thème, cette année: "le rôle des Communautés élargies dans l'évolution des relations internationales et la consolidation de la paix". Dans son exposé, le président en exercice du Conseil, M. Moro, ministre italien des affaires étrangères, a dégagé quelques lignes directrices à suivre à la veille d'événements et de développements tels que l'élargissement de la Communauté et la réalisation de l'union économique et monétaire, dont l'effet cumulé permettra à la Communauté d'assumer les responsabilités et d'accomplir les tâches auxquelles elle ne pourra pas se soustraire sans compromettre, d'une part, le progrès

équilibré et harmonieux dans chacun des pays de la Communauté et, d'autre part, la sauvegarde de la paix dans le monde. La Communauté élargie, a poursuivi M. Moro, devra définir une approche globale à l'égard des pays de la Méditerranée et de l'Afrique et dégager une conception harmonieuse de ses rapports avec ces pays. Elle ne pourra pas et ne voudra pas non plus se soustraire à ses responsabilités à l'égard des pays en voie de développement ni à ses relations avec les pays latino-américains et asiatiques. D'autre part, la Communauté a la volonté, ainsi que les Etats candidats, de contribuer au développement des échanges internationaux. Ses rapports avec les Etats-Unis devront être réglés dans un climat de compréhension réciproque et de collaboration. M. Moro a rappelé que la Communauté ne ferait jamais de protectionnisme et a souligné le danger de mesures unilatérales dont la prolongation constituerait un obstacle sur la voie de la confiance et du progrès. La Communauté et les pays candidats devront apporter une contribution essentielle à la solution des problèmes actuels en réalisant graduellement un accord global avec les Etats-Unis dans la sauvegarde des intérêts réciproques. Les relations avec le Japon se développeront certainement et certains signes indiquent que les pays de l'Est manifestent la volonté d'engager le dialogue avec le reste de l'Europe. Pour le président du Conseil, la Communauté élargie aura une influence mondiale correspondant à l'importance des Etats qui la composent et devra exprimer son identité, notamment dans la définition d'une politique étrangère propre. Un sommet bien préparé pourrait fournir une contribution à la solution des problèmes de l'équilibre, de la sécurité, de la justice et de la paix. S'arrêter au stade actuel de l'édification européenne comporterait le risque de la désintégration. Après avoir évoqué la place de l'Assemblée dans le système institutionnel de la Communauté, M. Moro a terminé en affirmant que l'Europe ne pourra se faire sans la participation active des peuples, de l'opinion publique et des tendances politiques, sociales et économiques qui la représentent.

M. Scelba (it.), au nom du groupe démocrate-chrétien, a rappelé les buts politiques des traités et a évoqué la suprématie mondiale des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. ainsi que la venue de la Chine sur la scène mondiale et l'infériorité économique et sociale du tiers monde. Dans ce contexte, la Communauté peut jouer un rôle efficace pour le maintien de la paix. Les rapports entre les pays de l'Alliance atlantique et ceux du Pacte de Varsovie pourraient être examinés à la lumière de la Conférence européenne de la sécurité, a poursuivi M. Scelba qui a ensuite traité de la politique expansionniste de l'U.R.S.S. en Méditerranée, d'une politique libérale de la Communauté à l'égard de l'Est et des divergences politiques avec les Etats-Unis.

M. Lautenschlager (all.), au nom du groupe socialiste, a insisté sur la nécessité d'une union politique de l'Europe qui permettra à la Communauté d'intervenir efficacement en faveur du maintien de la paix et a demandé la mise en place d'une union monétaire. Le groupe socialiste est favorable à une conférence au sommet, mais craint le diluement progressif des décisions et des options prises à cette occasion. M. Lautenschlager a insisté également sur le rôle que doit jouer le Parlement européen et a demandé un renforcement et un élargissement de ses pouvoirs. M. Corona (it.), parlant également au nom du groupe socialiste, a souligné l'importance et l'intérêt pour l'Europe d'adopter un point de vue unique. Le stade des négociations bilatérales est dépassé et doit faire place aux négociations communautaires.

Au nom du groupe des libéraux et apparentés, son président, M. Berkhouwer (néerl.), évoquant les rencontres franco-britannique et franco-allemande, a déclaré qu'il ne pensait pas que ces conversations bilatérales feraient progresser sensiblement les affaires européennes. Une conférence plénière européenne à dix est préférable. Pour le président du groupe libéral, la conférence sur la sécurité européenne doit être l'occasion de faire reconnaître officiellement l'existence de la Communauté. M. Berkhouwer a traité ensuite de la garantie des Etats-Unis pour la sécurité européenne et de l'absence regrettable de l'Europe dans la conquête de l'espace.

M. Triboulet (fr.), président du groupe de l'U.D.E., a estimé que l'élargissement de la Communauté contribuera au bon équilibre à l'intérieur de la Communauté et devra aboutir à un meilleur équilibre international dont dépend la paix. Une cohésion des Etats d'Europe occidentale permettra une politique de détente sans créer un dangereux déséquilibre. Les Etats-Unis ont un rôle à jouer dans la recherche d'un équilibre européen et leur présence en Europe est nécessaire mais doit respecter l'indépendance européenne. M. Triboulet a insisté sur la nécessité d'une négociation avec les Etats-Unis au cours de laquelle il faudra écarter toutes les querelles d'intérêts mesquins et faire appel aux grands principes de liberté et de paix dans le monde et a déclaré, en terminant, que l'aide aux pays en voie de développement devait être poursuivie et développée et constituait le plus bel idéal à proposer à la jeunesse européenne.

M. Amendola (non inscrit, com. it.) est d'avis que sur le plan européen l'élargissement de la Communauté pourra constituer un facteur favorable à la consolidation de la paix. Mais il ne pense pas que l'on puisse considérer la Communauté comme une super-puissance, car chacun des Etats garde sa souveraineté nationale. On est encore loin de l'unification européenne et

l'élargissement ne modifiera pas cet état de fait. L'union économique n'existe pas et l'on constate un jeu d'équilibre entre les Etats membres de la Communauté que l'on masque pas l'hypocrisie. M. Amendola a insisté sur l'importance de la conférence sur la sécurité européenne et a estimé que la Communauté pourrait montrer l'exemple du désarmement.

M. Malfatti, président de la Commission européenne, a esquissé un calendrier des principales échéances qui demandent un engagement particulier de la Communauté, en vue d'affirmer sa personnalité: entrée effective des pays candidats à l'adhésion; rapports avec les pays membres de l'A.E.L.E., non candidats; négociations avec les Etats-Unis sur les problèmes monétaires, les échanges commerciaux, la défense; préparation de la conférence sur la sécurité européenne et de la troisième conférence de la CNUCED. Sur toutes ces questions l'Europe doit trouver son identité et sa personnalité et parler d'une seule voix. Le président de la Commission européenne, parlant ensuite du développement interne de la Communauté, a indiqué que l'approche fonctionnelle et sectorielle n'était plus de mise à un moment où une stratégie globale est indispensable et où les barrières entre l'économie et le politique s'effritent de jour en jour. M. Malfatti a rappelé qu'il existait une corrélation entre l'appartenance aux Communautés et la participation aux activités devant permettre de réaliser des progrès dans le domaine de l'unification politique.

M. Scarascia Mugnozza (dém.-chr. it.), président de la commission politique, a souligné l'urgence de la fixation des principes européens en matière de politique étrangère et de défense afin que l'Europe puisse jouer son rôle sur le plan international et, notamment, vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Union soviétique. M. Schuijt (dém.-chr. néerl.) s'est déclaré convaincu que l'adhésion de la Grande-Bretagne renforcera la Communauté aux points de vue économique et politique et a demandé une politique européenne claire et coordonnée. M. Boiardi (non inscrit, P.S.I.U.P., it.) a évoqué les problèmes monétaires qui pourront être réglés, au niveau communautaire, par une ferme volonté politique. Pour M. van der Stoep (soc. néerl.), les liens militaires de l'Europe avec les Etats-Unis doivent être maintenus. Les relations avec les pays en voie de développement devraient être rationalisées. M. Cifarelli (soc. it.) a estimé que l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté amènera des difficultés du point de vue de l'union politique et a demandé que l'on fasse un choix entre la conservation du cadre atlantique et les efforts économiques nécessaires à une défense autonome. M. Jahn (dém.-chr. all.) a estimé nécessaire une harmonisation des intérêts européens pour aborder une conférence européenne de la sécurité. M. Cantalupo (lib. it.) a exprimé le même avis. Faute d'une telle unité de vue, la rencontre Est—Ouest déboucherait sur une faillite.

Répondant aux différents orateurs, M. Moro a mis l'accent sur les progrès accomplis dans la voie de l'unité politique de l'Europe. La Communauté des Six et bientôt des Dix est bien représentative des intérêts de l'Europe qui est, dès à présent, une partie du nouvel équilibre mondial s'éloignant progressivement du bipolarisme. Dans le domaine de la défense, le président du Conseil a exprimé l'avis que l'unité européenne peut consolider l'Alliance atlantique. En terminant, M. Moro a évoqué la nécessité d'étendre les pouvoirs du Parlement européen qui aura un rôle primordial à jouer dans l'Europe élargie et unie.

Politique agricole commune

(16 et 18 novembre)

Réforme de l'agriculture – prix des produits agricoles – aide aux producteurs. Le Parlement européen a discuté le rapport (doc. 176), présenté au nom de la commission de l'agriculture, par MM. Richarts (dém.-chr. all.), rapporteur principal, Baas (lib. néerl.), Brouwer (dém.-chr. néerl.) suppléé par M. de Koning (dém.-chr. néerl.) et Vredeling (soc. néerl.), rapporteurs, sur les propositions modifiées relatives à la réforme de l'agriculture européenne, sur les aspects généraux des propositions de prix pour certains produits agricoles et sur les propositions concernant l'octroi d'une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles.

Les propositions relatives à la réforme de l'agriculture, que l'on appelle aussi "le plan Mansholt", forment un tout comprenant:

- une directive concernant la modernisation des exploitations agricoles;
- une directive relative à l'encouragement à la cessation de l'activité agricole et à l'affectation de la superficie agricole utilisée à des fins d'amélioration des structures agricoles;
- une directive concernant l'information socio-économique et la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;
- un règlement relatif aux groupements de producteurs et leurs unions.

Le but de cette réforme, comme l'a souligné le rapporteur général, M. Richarts, est de créer des exploitations agricoles qui offrent aux personnes occupées dans ce secteur des revenus et des conditions de vie comparables à ceux des autres professions. Les propositions de la Commission européenne ne peuvent se comprendre que comme une tentative d'orienter dans une certaine direction l'évolution profonde et à long terme des structures agricoles et, de cette façon, de lui assurer, dans la mesure du possible, un déroulement équilibré et exempt d'effets dramatiques. Ces propositions peuvent être considérées comme une

tentative d'amener la Communauté à faire, dans le domaine des structures agricoles, les premiers pas vers une nouvelle orientation commune. Les dispositions contenues dans les propositions ont été examinées en détail par les différents rapporteurs qui les ont approuvées, dans leur ensemble, sous réserve de quelques modifications qui portent, principalement, sur la directive concernant la modernisation des exploitations agricoles.

En ce qui concerne les propositions de prix pour certains produits agricoles, la commission de l'agriculture approuve la méthode objective définie par la Commission européenne pour la fixation annuelle des prix, mais fait des réserves quant aux estimations relatives au développement des revenus des secteurs non agricoles, aux données statistiques sur les exploitations sélectionnées et, surtout, au rythme de rattrapage du revenu agricole. Ces observations l'amènent à demander que l'augmentation moyenne du niveau des prix, pour 1972-73, soit de 8,0/o en moyenne, au lieu des 3,0/o proposés par la Commission européenne, cette hausse devant être différenciée, pour chaque produit en particulier, en fonction de la situation du marché. Les prix proposés devront être révisés en fonction des solutions qui seront apportées au problème monétaire actuel.

La commission de l'agriculture a approuvé également l'octroi d'une aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles.

M. Natali, ministre italien de l'agriculture et président en exercice du Conseil, a souligné le danger de toute décision hâtive dans le domaine des prix, en raison notamment de la crise monétaire, et a rappelé que le Conseil avait réaffirmé sa fidélité aux principes et aux objectifs de la politique agricole commune. Le Conseil a adopté également le principe d'une réforme des structures agricoles, en donnant la priorité à la modernisation des structures et à l'encouragement à la cessation d'activité d'exploitations non rentables. Les difficultés sont grandes dans ce domaine. Elles sont liées à la portée économique et sociale de l'objectif poursuivi: l'élévation des revenus agricoles.

M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, a examiné les propositions de modifications, présentées par la commission de l'agriculture, a contesté l'opportunité de plusieurs d'entre elles, portant notamment sur la directive concernant la modernisation des exploitations agricoles et a accepté la plupart des autres modifications. Pour ce qui est des prix agricoles, M. Mansholt pense que le rattrapage devrait être réparti sur deux années.

M. Offroy (U.D.E., fr.), suppléant M. Beylot (U.D.E., fr.), rédacteur de l'avis de la commission des finances et des budgets, a souligné que, dans l'ensemble, la modernisation de l'agriculture de la Communauté semble coûteuse, mais nécessaire à la sécurité des approvisionnements. La commission des finances propose des mesures d'assouplissement, des économies par suppression de certaines aides, la concentration des actions sur quelques points précis, le renforcement des aides à la cessation d'activités, l'augmentation du nombre des bénéficiaires d'indemnités et l'accroissement de l'aide aux groupements de producteurs dont la production est déficitaire dans la Communauté.

Les propositions de la commission de l'agriculture ont été approuvées par M. Vetrone (dém.-chr. it.), Mme Orth (soc. all.) et Mlle Lulling (soc. lux.), au nom de leurs groupes politiques. M. Liogier (fr.), au nom du groupe de l'U.D.E., s'est prononcé contre l'ensemble des propositions. M. Vetrone a insisté sur les aspects humains et psychologiques de la modernisation de l'agriculture, ainsi que sur la nécessité d'une action communautaire sur le plan de l'emploi et de la régionalisation. Pour Mme Orth, ce qui est déterminant, c'est la définition même de l'exploitation agricole moderne. En ce qui concerne les revenus, ceux-ci devront être adaptés, à l'avenir, aux revenus moyens de la Communauté. Il faut souligner, d'autre part, que les propositions de la Commission européenne présentent un large éventail de mesures sociales en faveur de ceux qui devront quitter l'agriculture. Mlle Lulling a approuvé la méthode qui consiste à se référer à des critères précis de rentabilité pour fixer les prix agricoles et a souligné que l'augmentation proposée ne devrait pas se répercuter entièrement sur les prix à la consommation, les marges de commercialisation permettant d'absorber les ajustements de prix à la production. Après avoir demandé la parité des salaires pour les salariés agricoles, Mlle Lulling s'est félicitée de ce que l'on soit enfin en présence d'un ensemble de mesures intéressant à la fois les prix, les structures et le domaine social.

M. Liogier a critiqué vivement la politique préconisée par la Commission européenne pour parvenir à une réforme de l'agriculture européenne qui conjugue insidieusement hypercapitalisme et marxisme, supprime la petite et la moyenne exploitation familiale, transforme en désert le territoire rural européen, jette sur le marché du travail, sans formation préalable, des centaines de milliers d'agriculteurs. M. Liogier a rappelé les priorités auxquelles son groupe reste fidèle: priorité à l'exploitation familiale, à l'accession de tous les exploitants à la propriété, à l'organisation contractuelle interprofessionnelle des marchés, à une politique sociale généreuse. De même, le groupe de l'U.D.E. rejette les propositions de prix qui n'ont aucune commune mesure avec l'augmentation des

produits que doivent acquérir les agriculteurs. En terminant, M. Liogier a demandé s'il pouvait encore y avoir une politique agricole commune alors que n'existent plus de parités fixes et que l'on doit recourir à de constants réajustements ou expédients pour établir les équilibres. M. Estève (U.D.E., fr.) s'est exprimé dans le même sens en réclamant la réalisation rapide de l'union économique et monétaire. La méthode appliquée pour calculer les prix est statique et théorique. Elle ne tient pas compte de la diversité de l'agriculture dans les six pays. Le problème devrait être examiné d'une manière plus réaliste et plus humaine. La politique des prix et des structures doit se baser sur une orientation de la production, avec une amélioration des marchés et de l'organisation économique. En terminant, M. Estève a demandé que l'on organise rapidement le marché de l'alcool, des ovins et des pommes de terre.

M. Vredeling (soc. néerl.) a demandé à M. Liogier s'il parlait contre les propositions de la commission de l'agriculture ou contre la résolution adoptée par le Conseil en mai 1971 et approuvée par M. Cointat, ministre français de l'agriculture. Pour M. Cifarelli (soc. it.), il ne s'agit pas d'étatiser l'agriculture, mais de la sortir de son immobilisme. M. Zaccari (dém.-chr. it.) a évoqué le problème des zones agricoles de montagne. M. Klinker (dém.-chr. all.) s'abstiendra lors du vote des textes. Il a estimé insuffisantes les augmentations de prix et a souligné que des disparités importantes subsisteront dans la Communauté tant qu'il n'y aura pas de politique monétaire commune. M. Scardaccione (dém.-chr. it.) a insisté sur la finalité humaine de toutes ces réformes et a déclaré qu'il serait préférable d'encourager les gens à ne pas quitter les campagnes. D'autre part, la question de la propriété agricole doit être traitée différemment selon les régions de la Communauté.

M. Mansholt, vice-président de la Commission européenne, répondant aux différents orateurs, a rappelé que les estimations de la Commission étaient aussi précises que possible, a souligné la relation entre la politique des prix et les problèmes monétaires, a estimé qu'il fallait étudier soigneusement les conséquences des augmentations de prix et s'est réjoui de ce que la majorité du Parlement approuvait les propositions de la Commission européenne.

Avant de passer au vote de la résolution, le Parlement a entendu plusieurs explications de vote. M. Liogier (fr.) a rappelé que le groupe de l'U.D.E. voterait contre la résolution, en soulignant la parfaite identité de vue entre le groupe et la majorité en France. MM. Baas (lib. néerl.) et Vredeling (soc. néerl.) ont annoncé leur vote favorable, et M. Kriedemann (soc. all.) son vote contre un texte qui ne propose aucune solution satisfaisante aux actuelles difficultés de l'agriculture.

M. Klinker (dém.-chr. all.) s'abstiendra. Mlle Lulling (soc. lux.) a rappelé que le groupe socialiste approuvait la résolution, en déclarant que, vouloir faire croire aux agriculteurs que les propositions représentaient la mort de l'exploitation familiale, c'était de la malhonnêteté intellectuelle. M. Briot (U.D.E., fr.) a protesté contre ces paroles, s'est déclaré d'accord avec les buts poursuivis par la Commission européenne, mais n'a pas approuvé les méthodes employées et a annoncé son abstention dans le vote sur la résolution.

Le Parlement européen a approuvé la résolution qui ne comprend pas moins de 68 paragraphes résumant les observations et les modifications proposées par la commission de l'agriculture et approuvant, sous ces réserves, l'ensemble des propositions de la Commission européenne.

Prix d'orientation du vin. Dans son rapport (doc. 174), fait au nom de la commission de l'agriculture, M. Vals (soc. fr.) s'est prononcé pour une augmentation de l'ordre de 5 0/o en moyenne des prix d'orientation du vin pour la campagne 1971-72, alors que les propositions de la Commission européenne correspondaient à une augmentation de 2,5 0/o. M. Liogier (fr.), au nom du groupe de l'U.D.E., et M. Vetrone (dém.-chr. it.) ont approuvé les propositions du rapporteur qui ont été adoptées par le Parlement européen. M. Coppé, membre de la Commission européenne, a donné des précisions sur l'aide au stockage et M. Haferkamp, vice-président de la Commission européenne, a souligné qu'il était regrettable que le Conseil ne puisse pas se prononcer sur l'ensemble des prix agricoles du fait des problèmes monétaires en suspend.

Prix pour certains produits de la pêche. Sur rapport (doc. 175) fait par M. Kriedemann (soc. all.), au nom de la commission de l'agriculture, le Parlement a demandé à être consulté par le Conseil sur les prix des produits de la pêche et a estimé que les majorations de prix de l'ordre de 3 0/o déjà décidées par le Conseil pour certains produits devaient s'appliquer également, pour 1972, aux produits de la pêche, compte tenu notamment de la hausse des coûts de production.

Budget général des Communautés pour 1972 (16 et 18 novembre)

Après la présentation du budget général des Communautés pour 1972 par M. Moro, président en exercice du Conseil, au cours de la session d'octobre (voir PE-Informations, 1971/7), le Parlement européen s'est prononcé sur le budget,

sur la base d'un rapport (doc. 171), présenté par M. Dulin (lib. fr.), au nom de la commission des finances et des budgets. En ce qui concerne les recettes qui s'équilibrent avec les dépenses à 4 milliards d'u.c. environ (1 u.c. ^O 1 dollar), le rapporteur a constaté que les ressources propres représentaient environ 46 0/0 du total des recettes, le reste étant couvert par les contributions des Etats membres. L'essentiel des dépenses est constitué par les crédits du F.E.O.G.A. qui représentent 80 0/0 de l'ensemble des crédits. L'augmentation des dépenses par rapport à 1971 peut être considérée comme normale. M. Dulin a examiné ensuite quelques chapitres fondamentaux du projet de budget, a mis l'accent sur la nécessité d'une étroite collaboration entre le Parlement, la Commission et le Conseil et a regretté que ce budget ne traduise pas une politique communautaire à vocation globale.

M. Picardi, secrétaire d'Etat italien au Trésor, président en exercice du Conseil, a souligné que l'adoption d'une nouvelle procédure budgétaire avait permis la mise en place de nouvelles structures de relations entre le Parlement et le Conseil. M. Picardi a ensuite présenté au Parlement plusieurs modifications au budget rendues nécessaires par le développement des négociations sur l'adhésion de nouveaux Etats à la Communauté. M. Dulin a présenté son rapport en soulignant notamment que, dans l'ensemble, les crédits ne sont pas à la mesure des tâches que la Communauté est appelée à remplir. Le Parlement, dans la limite de ses pouvoirs, tentera de suppléer à cette insuffisance de moyens financiers nécessaires à la poursuite de l'oeuvre communautaire.

M. Spénale (fr.), président de la commission des finances et des budgets, parlant au nom du groupe socialiste, a déclaré que le projet de budget était incertain dans ses volumes, décevant au niveau de la recherche, timide quant au démarrage du Fonds social rénové, hésitant quand à la politique commune de l'environnement, vide quant à la mise en route d'une politique régionale réelle, léger et peu transparent en ce qui concerne la politique de la jeunesse. M. Spénale a souligné que la procédure d'examen du budget restait très imparfaite et a insisté sur la possibilité que doit avoir le représentant du Conseil de négocier avec le Parlement, au cours du débat, c'est-à-dire d'accepter ou de refuser des amendements. M. Aigner (all.), au nom du groupe démocrate-chrétien, a mis en garde contre le fait que la volonté politique qui inspire le budget est plus celle des fonctionnaires du Conseil que du Conseil lui-même. M. Aigner a encore souligné le montant considérable des dépenses agricoles, alors que d'autres investissements importants devraient être consentis tant sur le plan social que politique et a insisté sur la nécessité du renforcement du contrôle sur les ressources propres.

Au nom du groupe de l'U.D.E., M. Estève (fr.) s'est félicité de la nouvelle procédure budgétaire qui a permis d'instaurer un dialogue politique continu entre le Conseil et le Parlement, s'est prononcé pour une relance de l'union économique et monétaire dès le retour à des parités fixes à l'intérieur de la Communauté et a insisté sur la nécessité de disposer de prévisions pluriannuelles pour les dépenses du F.E.O.G.A. qui doivent faire l'objet d'un contrôle approprié. En terminant, M. Estève a demandé qu'une politique du personnel active, dynamique et complète soit menée à l'intérieur de chacune des institutions. M. Fabbrini (non inscrit, com. it.) a déclaré que les communistes italiens voteront contre le budget des Communautés, en considérant essentiellement la ligne politique qu'il reflète. La politique agricole absorbe 80 o/o des crédits, alors qu'elle n'a pas permis de résoudre les problèmes de l'agriculture européenne. D'autre part, il faut souligner que le Parlement n'a aucun réel pouvoir de modification du budget.

M. Lange (soc. all.) a regretté que le Conseil n'ait pris aucune décision à l'égard d'une politique de structure régionale. M. Girardin (dém.-chr. it.) a remarqué que le budget était très parcimonieux dans le domaine social et faisait preuve de carence en matière de politique régionale.

M. Coppé, membre de la Commission européenne, a souligné la difficulté de l'évaluation des recettes et des estimations pour le F.E.O.G.A., domaines qui sont largement tributaires d'événements extérieurs et a évoqué notamment le problème que posera l'établissement du prochain budget dans la perspective de l'élargissement ainsi que la distinction entre crédits d'engagement et de paiement, l'importance de l'adoption, par le Conseil, du règlement financier et l'introduction de prévisions pluriannuelles.

Le Parlement européen est passé ensuite à l'examen des différents chapitres du budget et a adopté de nombreuses modifications présentées par des groupes politiques, des parlementaires et plusieurs commissions parlementaires et portant notamment sur le contrôle de sécurité, les comités intéressés par l'union économique et monétaire, la pollution et l'environnement, l'information et la jeunesse, le Fonds social, les dépenses administratives des institutions, le budget de l'Euratom. Le projet de budget ainsi modifié a été adopté par le Parlement après que MM. Dulin (lib. fr.), Spénale (soc. fr.) et Aigner (dém.-chr. all.), au nom de leurs groupes politiques, s'étaient prononcés pour l'adoption du budget.

Le Parlement a adopté également une résolution sur le projet de budget, dans laquelle il renouvelle ses demandes concernant l'instauration d'un véritable

dialogue avec le Conseil et la nécessité pour le président du Conseil de disposer d'un pouvoir de négociation au cours de la discussion du budget. Le Parlement s'inquiète des répercussions de la situation monétaire actuelle sur les ressources propres et la charge réelle incombant à chaque Etat membre, déplore l'absence d'un programme pluriannuel de recherche et d'investissement pour l'Euratom et se préoccupe des moyens financiers de la politique sociale, agricole, économique et monétaire, régionale, de l'environnement, de la jeunesse et de l'information. Le Parlement, après avoir fait quelques remarques quant aux dépenses administratives, attire l'attention sur l'importance des prévisions pluriannuelles et sur l'amélioration des conditions de contrôle de l'exécution du budget.

Collaboration Parlement-Conseil dans le cadre de la procédure budgétaire. Au cours de la séance du 18 novembre, le président a donné lecture d'une communication du président en exercice du Conseil qui précise les modalités de la collaboration entre le Parlement et le Conseil au cours des différentes phases de préparation du budget des Communautés. L'Assemblée sera associée étroitement à l'élaboration du budget et pourra faire connaître son point de vue au Conseil à chaque stade d'élaboration du budget. Le Parlement a approuvé les propositions du Conseil.

Etat prévisionnel du Parlement européen. Sur rapport (doc. 172) de M. Aigner (dém.-chr. all.), au nom de la commission des finances et des budgets, le Parlement européen, le 18 novembre, a approuvé des modifications à son état prévisionnel, notamment en ce qui concerne le personnel temporaire et local, les loyers et l'inscription de la moitié des crédits de la commission de contrôle des Communautés.

Budget et taux de prélèvement C.E.C.A. pour 1972 (19 novembre). Sur la base d'un rapport (doc. 186) présenté par M. Borocco (U.D.E., fr.), au nom de la commission des finances et des budgets, le Parlement européen, dans une résolution, s'est prononcé pour le maintien du taux de prélèvement C.E.C.A. à 0,30 0/o. Il a demandé à la Commission européenne de revoir la fourchette des variations des valeurs moyennes des prix-valeurs qui constituent une composante de l'assiette du prélèvement dans le sens d'une adaptation constante et de fixer les valeurs moyennes de façon à ce que la limite supérieure n'excède pas 15 0/o.

M. Artzinger (dém.-chr. all.) et Mlle Lulling (soc. lux.), au nom de leurs groupes politiques, ont approuvé la résolution. Personnellement, M. Artzinger a estimé

qu'une diminution de 2 points du taux du prélèvement n'aurait pas gêné l'action de la C.E.C.A. Mlle Lulling a demandé que l'on augmente les crédits destinés à la construction de maisons ouvrières. M. Coppé, membre de la Commission européenne, a déclaré que le recul de la production de charbon et d'acier, prévisible en 1972, impose de prendre dès maintenant certaines mesures et s'est réjoui du compromis soumis à l'approbation du Parlement.

Politique commune des transports

(18 novembre)

Poids et dimensions des véhicules routiers utilitaires. Le Parlement européen, sur la base d'un rapport (doc. 173) présenté par M. Richarts (dém.-chr. all.), au nom de la commission des transports, a approuvé une proposition de directive qui détermine les dimensions, les poids et la puissance maximum admissibles, dans la Communauté, pour les véhicules routiers utilitaires. Le Parlement, dans sa résolution, insiste sur l'importance de cette directive, notamment du point de vue de la concurrence, de la politique des prix, du problème du coût des infrastructures, de la sécurité et de la fluidité de la circulation routière et accepte, comme compromis, pour le poids maximum admissible par essieu simple, une valeur de l'ordre de 11,5 tonnes.

MM. Meister (dém.-chr. all.), Faller (soc. all.) et Biaggi (lib. it.), au nom de leurs groupes politiques, ont approuvé la résolution, en soulignant qu'il s'agissait d'un compromis politique. MM. Faller et Biaggi auraient préféré que l'on s'en tint à une charge plus faible par essieu, mais dans une Communauté il faut savoir accepter des compromis. M. Cousté (fr.), au nom du groupe de l'U.D.E., a développé les arguments en faveur d'une charge de 13 tonnes par essieu en évoquant les questions suivantes:

- prix de revient du transport;
- encombrement des routes;
- tendance constante à l'augmentation de la capacité unitaire de tous les modes de transport;
- sécurité et adhérence.

M. Cousté a traité ensuite des problèmes des constructeurs et des problèmes commerciaux et a demandé à la Commission européenne de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la date d'application des mesures proposées soit suffisamment éloignée et pour que les constructeurs puissent recevoir une aide communautaire leur permettant de passer le cap difficile. Si un compromis est nécessaire, il devrait se faire sur la norme de 12,5 tonnes par essieu.

M. Coppé, membre de la Commission européenne, a constaté qu'aux arguments techniques développés en faveur des 13 tonnes on pouvait opposer d'autres arguments techniques en faveur des 10 tonnes. Il faut donc aboutir à un compromis et c'est ce qu'a recherché la Commission européenne, en proposant 11,5 tonnes par essieu. Elle s'est efforcée de trouver une synthèse entre l'intérêt du transporteur et l'intérêt de celui qui entretient les routes. M. Coppé a développé les arguments qui militent en faveur de l'adoption de la proposition de la Commission européenne: elle limite l'usure de l'infrastructure; elle permet le transport des grands containers et la construction rationnelle de véhicules isolés et des ensembles routiers. Sur de telles bases, un compromis devrait pouvoir être trouvé dans la Communauté. La question des dates d'application n'est pas très importante, dès lors que l'on s'est mis d'accord sur le poids maximum.

Dispositions en matière sociale dans les transports par route. Sur la base d'un rapport (doc. 170), présenté par M. Cousté (U.D.E., fr.) au nom de la commission des transports, le Parlement a approuvé un règlement modifiant le règlement relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans les transports par route. L'accord européen relatif au travail des équipages de véhicules effectuant des transports internationaux par route (A.E.T.R.) sera appliqué aux véhicules immatriculés dans les Etats tiers qui pénètrent sur le territoire de la Communauté. La réglementation communautaire sera maintenue pour le trafic intracommunautaire et pour le trafic des véhicules immatriculés dans les Etats membres vers les pays tiers. Le Parlement estime que les disparités qui peuvent se présenter temporairement entre ces dispositions ne sont pas d'une importance telle qu'elles ne puissent être acceptées.

MM. Kollwelter (dém.-chr. lux.) et Faller (soc. all.) ont approuvé ces propositions, au nom de leurs groupes politiques. M. Coppé, membre de la Commission européenne, a souligné qu'il n'y aura ni régression sociale, ni distorsion de concurrence du fait de la subsistance, côte à côte, de l'A.E.T.R. et de la réglementation communautaire.

Politique commune de l'énergie

(15 novembre)

Niveau des stocks de pétrole dans la Communauté. Le Parlement européen, sur rapport (doc. 165) de M. Bousch (U.D.E., fr.), au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, a approuvé une directive modifiant la directive faisant obligation aux Etats membres de maintenir un

niveau minimum de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers. Ce niveau doit être porté dorénavant à l'équivalent de 90 jours de consommation au lieu de 65 jours. Dans une résolution, le Parlement demande, en outre, que le Conseil se réserve la possibilité d'augmenter le volume des stocks obligatoires, que ces stocks soient constitués en deux étapes et que la Commission européenne soumette chaque année au Conseil un rapport sur l'exécution de la directive. D'autre part, cette directive devra être complétée par des mesures relevant d'une politique commerciale commune pour le pétrole.

MM. Springorum (dém.-chr. all.), Reischl (soc. all.) et Merchiers (lib. belge), au nom de leurs groupes politiques, ont approuvé la résolution, en soulignant que cette mesure ne peut pas se substituer à une politique énergétique commune et en attirant l'attention sur le prix de stockage. MM. Wolfram (soc. all.) et Burgbacher (dém.-chr. all.) ont regretté le peu de progrès fait dans la réalisation d'une politique commune de l'énergie. M. Oele (soc. néerl.) n'a pas été convaincu de l'opportunité de l'augmentation du niveau des stocks de pétrole. M. Haferkamp, vice-président de la Commission européenne, a rappelé les efforts faits par la Commission et le Parlement pour parvenir à une politique commune de l'énergie et a accepté les modifications à la directive, excepté la constitution de stocks en deux étapes.

Modification du traité d'Euratom. Le chapitre VI du traité d'Euratom relatif à l'approvisionnement de la Communauté en uranium ne correspondant plus aux exigences de la situation actuelle, la Commission européenne en a proposé la modification. Les nouvelles dispositions maintiennent le principe du monopole dont l'application est obligatoirement suspendue par la Commission européenne en période d'offre abondante. Les entreprises ne seront plus tenues de procéder à leurs achats par le seul intermédiaire de l'Agence d'approvisionnement. Ces modifications ont été approuvées par le Parlement européen sur rapport (doc. 166) présenté par M. Bos (dém.-chr. néerl.), au nom de la commission économique. Dans une résolution, le Parlement estime qu'il ne peut être porté atteinte à l'essence des compétences de la Commission européenne et de l'Agence en ce qui concerne la politique de l'approvisionnement, regrette de devoir se prononcer sur une partie de la politique commune de l'énergie avant qu'il existe une conception globale de cette politique, mais comprend qu'il faille mettre un terme à l'incertitude juridique qui existe actuellement.

MM. Noé (dém.-chr. it.) et Flämig (soc. all.), au nom de leurs groupes politiques, ont approuvé la résolution. M. Haferkamp, vice-président de la Commission européenne, a notamment rappelé les conditions qui ont amené la Commission à

déposer un recours devant la Cour de justice pour des infractions aux dispositions du traité Euratom concernant l'approvisionnement en uranium.

Accords de contrôle entre l'Euratom et l'A.I.E.A.

(17 novembre)

Dans une question orale avec débat (n° 8/71), la commission politique et la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques demandent au Conseil quelles mesures il envisage de prendre pour que les accords de contrôle entre les Etats de la Communauté, signataires du traité de non-prolifération des armes nucléaires, et l'A.I.E.A. ne fixent pas de conditions désavantageuses pour l'Euratom et ses Etats membres. Il est demandé également au Conseil de donner un mandat de négociation, en temps utile, à la Commission européenne, et aussi quels sont les difficultés et problèmes auxquels devraient faire face les Etats membres de la Communauté si un tel accord de contrôle n'était pas conclu.

M. Springorum (dém.-chr. all.), président de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, a présenté la question orale, en remarquant que les négociations ayant commencé à Vienne, le 8 novembre, seul le dernier point de la question orale était encore d'actualité. M. Moro, président en exercice du Conseil, a déclaré qu'il lui était difficile de fournir des précisions, en séance publique, sur les directives données à la Commission européenne alors que les négociations avec l'A.I.E.A. sont en cours. M. Flämig (all.), au nom du groupe socialiste, aurait aimé avoir des précisions sur certains points, notamment sur le coût des contrôles envisagés. Il a conclu en souhaitant une ratification du traité par tous les Etats de la Communauté qui l'ont signé. M. Jahn (dém.-chr. all.) a demandé des précisions sur les contrôleurs et a insisté sur l'importance de la protection des populations et sur la nécessité de mesures pour empêcher l'espionnage industriel. Si la Chine faisait partie de l'Agence, celle-ci ne pourrait plus prendre de décision dans le domaine nucléaire.

Sécurité sociale des travailleurs migrants

(19 novembre)

Le Parlement européen, sur la base d'un rapport (doc. 168) présenté par M. Gerlach (soc. all.), au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, a approuvé, dans ses grandes lignes, un règlement fixant les modalités

d'application du règlement relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leurs familles qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté. Le Parlement se félicite que certains problèmes importants, comme celui des carrières mixtes, aient été résolus et que des innovations majeures aient été apportées, spécialement en ce qui concerne les travailleurs du secteur des transports internationaux, le montant des prestations d'assurance-maladie, maternité et chômage versées aux travailleurs sans emploi qui se rendent dans un autre Etat membre pour y chercher du travail, les modalités concernant les pensions d'invalidité, de vieillesse et de service ainsi que les allocations familiales. Le Parlement demande que soit garanti aux bénéficiaires le versement des prestations dans les meilleurs délais et sans difficulté, et insiste sur les points suivants:

- simplification des formalités à accomplir par les travailleurs et leurs familles se déplaçant dans la Communauté;
- instauration d'un carnet d'assurance internationale ou d'un titre équivalent pour ces travailleurs;
- fournir aux travailleurs toutes informations sur les formalités à remplir pour obtenir les prestations auxquelles ils ont droit.

M. Spinelli, membre de la Commission européenne, a déclaré que la Commission marquait son accord sur la plupart des modifications proposées par le Parlement qui a repoussé un amendement présenté par MM. Ricci et Girardin (dém.-chr. it.) et Mme Caretoni Romagnoli (non inscrit, ind. de gauche, it.) et concernant les prestations aux chômeurs.

Association C.E.E.—Turquie (19 novembre)

Le Parlement européen a approuvé les recommandations adoptées le 18 septembre 1971 par la commission parlementaire mixte C.E.E.—Turquie (voir PE-Informations, 1971/7), sur la base d'un rapport (doc. 164), présenté par M. Wohlfart (soc. lux.), au nom de la commission de l'association avec la Turquie. Dans une résolution, le Parlement prend acte du bon fonctionnement des organes de l'association, en souhaitant que la coopération institutionnelle soit renforcée; demande que le système communautaire des préférences généralisées soit appliqué à la Turquie et que l'équilibre existant sur la base de l'accord d'Ankara soit sauvegardé au moment de l'adaptation de cet accord à la Communauté élargie; insiste à nouveau pour l'amélioration de la situation des travailleurs turcs dans la Communauté.

M. Wohlfart a remarqué que le développement de l'association est étroitement lié au maintien d'un régime démocratique en Turquie et a demandé à la Commission européenne un aperçu de la situation politique dans ce pays. M. De Winter (dém.-chr. belge), président de la commission de l'association avec la Turquie:

- a approuvé la résolution, au nom du groupe démocrate-chrétien,
- a mis l'accent sur la nécessité, pour la Turquie, de s'adapter aux formes modernes de l'économie avec l'aide de la Communauté,
- a demandé que la Turquie bénéficie de tous les avantages que la Communauté accorde aux pays en voie de développement et
- a souligné que l'élargissement de la Communauté ne devait pas nuire à la Turquie.

M. Spinelli, membre de la commission européenne:

- a estimé que la Communauté devait faire savoir quelle importance elle accorde au maintien du régime démocratique en Turquie,
- a évoqué le problème de l'entrée en vigueur du deuxième protocole financier et
- s'est prononcé pour un encouragement de l'effort touristique de la Turquie et pour l'application à ce pays du régime des préférences généralisées.

Reconnaitances des laissez-passer des membres du Parlement européen (17 novembre)

Dans une question orale sans débat (n° 11/71), la commission juridique a demandé au Conseil quelles mesures il a prises ou entend prendre pour assurer la reconnaissance, par les autorités nationales, des laissez-passer délivrés aux membres du Parlement européen en vertu du protocole sur les privilèges et immunités, annexé au traité. M. Bermani (soc. it.), vice-président de la commission juridique, a présenté la question orale, en soulignant les difficultés rencontrées par les parlementaires aux frontières des pays de la Communauté à l'occasion de déplacements effectués pour participer à des réunions du Parlement européen et de ses commissions. M. Moro, président en exercice du Conseil, a souligné que cette question mettait en évidence les problèmes pratiques posés par l'unification européenne et a informé le Parlement que toutes les dispositions étaient déjà prises pour que ce problème soit bientôt résolu.

Modification du règlement du Parlement européen (15 novembre)

Le Parlement européen a discuté un rapport (doc. 169) présenté par M. Merchiers (lib. belge), au nom de la commission juridique, sur la procédure d'examen du rapport général annuel de la Commission européenne sur l'activité des Communautés et du programme d'activité des Communautés. La discussion a porté essentiellement sur l'opportunité d'alléger la procédure d'examen du rapport annuel d'activité, compte tenu de l'importance du programme d'activité présenté annuellement par la Commission européenne. La commission juridique a proposé que les commissions intéressées se prononcent sur le rapport général selon les modalités fixées par le Parlement. Un amendement du groupe démocrate-chrétien demande simplement que le Parlement délibère sur la discussion de ce rapport et en fixe la date. Comme l'ont souligné MM. Meister (dém.-chr. all.) et Lückér (all.), président du groupe démocrate-chrétien, il s'agit d'alléger la procédure d'examen du rapport général et de laisser le Parlement juge de l'opportunité de la saisine des commissions. M. Broeksz (néerl.), au nom du groupe socialiste, s'est prononcé dans le même sens, tandis que MM. Estève (fr.) et Cousté (fr.), au nom du groupe de l'U.D.E., ont appuyé le texte proposé par la commission juridique. Ils ont souligné l'importance que conserve la discussion du rapport général, à l'occasion de laquelle le Parlement exerce pleinement sa fonction de contrôle sur l'activité de la Commission européenne. Sur proposition du rapporteur, le rapport a été renvoyé à la commission juridique pour nouvel examen.

Nouveau membre

Le Parlement européen, au cours de sa séance du 15 novembre, a validé le mandat de M. Durieux (lib. fr.), désigné par l'Assemblée nationale française le 28 octobre, en remplacement de M. Boscary-Monsservin (lib. fr.), élu sénateur. Le président du Parlement européen a remercié M. Boscary-Monsservin pour l'oeuvre qu'il a accomplie, depuis 1959, en tant que président de la commission de l'agriculture.

Prochaine session

La prochaine session du Parlement européen aura lieu à Luxembourg, du 15 au 17 décembre 1971.

II. ACTIVITES DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

COMMISSION POLITIQUE

Président: M. Scarascia Mugnozza (dém.-chr. it.)

28 octobre et 9 novembre à Bruxelles

16 et 18 novembre à Strasbourg

Union politique. Troisième colloque avec les ministres des affaires étrangères des Etats membres de la Communauté sur les questions qui ont fait l'objet de leurs consultations, les 5 et 6 novembre, dans le cadre de la coopération en matière de politique étrangère.

Extension des pouvoirs du Parlement européen. Adoption du rapport de M. Furler (dém.-chr. all.) au bureau du Parlement européen: une modification des traités est nécessaire pour donner au Parlement de nouveaux pouvoirs, notamment législatifs et budgétaires.

Désignation de M. Scelba (dém.-chr. it.) comme rapporteur sur une nouvelle conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement.

COMMISSION ECONOMIQUE

Président: M. Lange (soc. all.)

25 et 26 octobre, 8 et 9 novembre à Bruxelles

Harmonisation des statistiques. Adoption du rapport de M. Riedel (dém.-chr. all.).

Budget des Communautés pour 1972. Avis de la commission (lettre du président): renforcement des crédits consacrés aux statistiques; importance du congrès de politique industrielle; inscription de crédits propres à couvrir les dépenses liées à la mise en oeuvre de la politique régionale des structures (voir 1ère partie).

Lutte contre la pollution de l'air. Adoption d'un avis rédigé par M. Oele (soc. néerl.). La Communauté doit mener une action dans les domaines suivants: harmonisation des législations; effets macro-économiques des mesures de la politique de l'environnement; définition de règles communautaire pour l'aménagement de l'environnement.

Politique communautaire des structures régionales. La commission regrette vivement que le Conseil ne soit parvenu à aucune décision positive (rapporteur: M. Mitterdorfer, dém.-chr. it.).

Désignation de rédacteurs d'avis. M. Oele (soc. néerl.) sur la politique de la Communauté en matière de protection de l'environnement; M. Offroy (U.D.E., fr.) sur un règlement concernant la création d'entreprises communes.

COMMISSION DES FINANCES ET DES BUDGETS

Président: M. Spénale (soc. fr.)

**28 octobre à Bruxelles — 5 novembre à Luxembourg
17 novembre à Strasbourg**

Projet de budget des Communautés pour 1972. Adoption du rapport de M. Dulin (lib. fr.) (voir 1ère partie).

Modifications de l'état prévisionnel du Parlement européen pour 1972. Adoption du rapport de M. Aigner (dém.-chr. all.) (voir 1ère partie).

Budget et taux de prélèvement C.E.C.A. pour 1972. Adoption du rapport de M. Borocco (U.D.E., fr.), après un échange de vues avec la Commission européenne, en présence des membres des commissions économique, des affaires sociales et de la santé publique, de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques (voir 1ère partie).

Réforme de l'agriculture. Adoption d'un avis rédigé par M. Beylot (U.D.E., fr.) (voir 1ère partie).

Développement des régions agricoles prioritaires. Adoption d'un avis rédigé par M. Boano (dém.-chr. it.).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE

Président:

27 et 28 octobre, 4 et 5 novembre à Bruxelles

Réforme de l'agriculture – Fixation des prix agricoles – Aide au revenu à certaines catégories d'exploitants agricoles. Adoption d'un rapport. Rapporteur principal: M. Richarts (dém.-chr. all.). Rapporteurs: MM. Baas (lib. néerl.), Brouwer (dém.-chr. néerl.) suppléé par M. de Koning (dém.-chr. néerl.), M. Vredeling (soc. néerl.) (voir 1ère partie).

Prix du vin. Adoption d'un rapport de M. Vals (soc. fr.) (voir 1ère partie).

Prix pour des produits de la pêche. Adoption d'un rapport de M. Kriedemann (soc. all.) (voir 1ère partie).

Projet de budget des Communautés pour 1972. Adoption d'un avis rédigé par M. Vredeling (soc. néerl.): préoccupations en ce qui concerne les crédits votés en 1971 au titre de la mise en oeuvre du plan Mansholt (voir 1ère partie).

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE PUBLIQUE

Président: M. Müller (dém.-chr. all.)

26 et 27 octobre, 9 novembre à Bruxelles

Sécurité sociale des travailleurs migrants. Adoption du rapport de M. Gerlach (soc. all.) (voir 1ère partie).

Projet de budget des Communautés pour 1972. Adoption d'un avis rédigé par M. Girardin (dém.-chr. it.): propositions de modification concernant les comités, les études et enquêtes de caractère statistique, les échanges de jeunes travailleurs (voir 1ère partie).

Mesures spéciales aux étrangers appliquées pour des raisons d'ordre public et aux travailleurs demeurant sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi. Adoption du rapport de M. Califice (dém.-chr. belge).

Lutte contre la pollution de l'air. Adoption d'un rapport de M. Jahn (dém.-chr. all.).

Harmonisation de dispositions sociales dans les transports par route. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Schwabe (soc. all.) (voir 1ère partie).

Désignation de M. Califice comme rapporteur sur le huitième rapport de l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille et sur le deuxième rapport de la commission générale de la sécurité du travail dans la sidérurgie.

COMMISSION DES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

Président: M. de la Malène (U.D.E., fr.)

25 octobre à Bruxelles

Recommandations de la commission parlementaire mixte C.E.E.-Turquie. Adoption d'un avis favorable rédigé par M. Boano (dém.-chr. it.) (voir 1ère partie).

Transit communautaire. Adoption d'un avis favorable, sous réserve de quelques modifications (rédacteur de l'avis: M. Wolfram, soc. all.).

Désignation de rapporteurs: — M. Wolfram (soc. all.) sur une directive concernant l'harmonisation des dispositions relatives au régime du perfectionnement actif — M. Borm (lib. all.) sur un règlement relatif à la nomenclature des marchandises pour les statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre les Etats membres — M. Cousté (U.D.E., fr.)

sur la préparation de la prochaine conférence mondiale du commerce et du développement — M. Löhr (dém.-chr. all.) sur l'accord commercial C.E.E.—Argentine — M. Vredeling (soc. néerl.) sur le mémorandum de la Commission au Conseil concernant la politique communautaire de coopération au développement.

Désignations de membres chargés de suivre: le commerce mondial des matières premières (M. Schuijt, dém.-chr. néerl.); les relations C.E.E.—Indonésie (M. Mommersteeg, dém.-chr. néerl.); les relations C.E.E.—Israël (M. Radoux, soc. belge).

COMMISSION JURIDIQUE

Président:

29 octobre et 8 novembre à Bruxelles

Coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures. Adoption du rapport de M. Broeks (soc. néerl.).

Rapprochement des législations concernant les produits de confiserie. Adoption d'un avis favorable à une proposition de directive (lettre du président).

Rapprochement des législations relatives aux détergents. Adoption d'un avis favorable, sous réserve de quelques modifications (rédacteur de l'avis: M. Memmel, dém.-chr. all.).

Désignation de rapporteurs:— M. Ribière (U.D.E., fr.) sur deux directives concernant la cinématographie et les activités de distribution de films — M. Romeo (lib. it.) sur trois directives concernant les activités du coiffeur — M. Reischl (soc. all.) sur deux directives concernant les activités en matière fiscale — M. Bermani (soc. it.) sur une directive concernant les mesures de longueur — M. Lucius (dém.-chr. lux.) sur une directive concernant le rapprochement des législations relatives à l'attestation et au marquage des câbles, etc. — M. Memmel (dém.-chr. all.) sur un règlement, une directive et un rapport concernant le trafic frontalier, le trafic international de voyageurs et les franchises fiscales pour les voyageurs.

Désignation de M. Springorum (dém.-chr. all.) comme rédacteur d'un avis sur un règlement relatif à l'application du statut d'entreprise commune dans l'industrie des hydrocarbures.

COMMISSION DE L'ENERGIE, DE LA RECHERCHE ET DES PROBLEMES ATOMIQUES

Président: M. Springorum (dém.-chr. all.)

25 et 26 octobre, 12 novembre à Bruxelles

Niveau minimum de stocks de pétrole brut et produits pétroliers. Adoption du rapport de M. Bousch (U.D.E., fr.) (voir 1ère partie).

Projet de budget des Communautés pour 1972. Adoption d'un avis rédigé par M. Oele (soc. néerl.): nécessité d'une décision rapide sur un programme communautaire triennal de recherche et de développement dont dépend le budget de la recherche communautaire pour 1972.

Tarification de l'usage des infrastructures de transport. Adoption d'un avis rédigé par M. Schwörer (dém.-chr. all.): demande que la Communauté favorise les recherches portant sur la création de moyens de transport utilisant des sources d'énergie sûres et non polluantes.

Désignation de Mme Orth (soc. all.) comme rapporteur sur le programme pluriannuel de recherche et d'enseignement.

Désignation de M. Jarrot (U.D.E., fr.) comme rédacteur d'un avis sur la politique de la Communauté en matière de protection de l'environnement.

COMMISSION DES TRANSPORTS

Président:

4 novembre à Bruxelles

Harmonisation de dispositions sociales dans les transports par route. Adoption du rapport de M. Cousté (U.D.E., fr.) (voir 1ère partie).

Poids et dimensions des véhicules routiers utilitaires. Adoption du rapport de M. Richarts (dém.-chr. all.) (voir 1ère partie).

**COMMISSION
DE L'ASSOCIATION AVEC LA GRECE**

Président: M. Habib-Deloncle (U.D.E., fr.)

29 octobre à Bruxelles

Echange de vues avec la Commission européenne sur l'état et les perspectives de l'association C.E.E.—Grèce.

**COMMISSION
DE L'ASSOCIATION AVEC LA TURQUIE**

Président: M. De Winter (dém.-chr. belge)

Pas de réunion.

**COMMISSION DES RELATIONS
AVEC LES PAYS AFRICAÎNS ET MALGACHE**

Président: M. Achenbach (lib. all.)

12 novembre à Bruxelles

Echange de vues avec la Commission européenne sur les résultats de la réunion de la commission paritaire du 27 au 29 octobre et de la mission d'étude et d'information effectuée par une délégation de la commission en République Centrafricaine.

Désignation de rédacteurs d'avis: — M. Fellermaier (soc. all.) sur la préparation de la prochaine conférence mondiale du commerce et du développement
— M. Dewulf (dém.-chr. belge) sur le memorandum de la Commission concernant une politique communautaire de coopération au développement.

III. AUTRES ACTIVITES

PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN

28 octobre à Luxembourg

Le président Behrendt (soc. all.) a chargé Messieurs les professeurs Constantinesco (Université de Sarrebruck) et Kovar (Université de Nancy) d'étudier la possibilité d'introduire un recours en carence contre le Conseil devant la Cour de justice des Communautés pour non-respect des obligations qui incombent au Conseil en vertu des dispositions de l'article 138 du traité CEE concernant l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct.

8 novembre à Bruxelles

Le président Behrendt a précisé dans une déclaration à la presse que la prochaine conférence au sommet ne devrait pas résoudre seulement les problèmes économiques, mais devrait surtout donner une nouvelle dimension à la Communauté. Dans cette perspective, les institutions européennes devront disposer d'une plus grande capacité d'action. Le Parlement européen, qui a déjà décidé de tenir une session extraordinaire avant la conférence au sommet, devra prendre position sur ses futures compétences en particulier sur ses pouvoirs législatifs, sur son droit d'investir la Commission européenne et sur l'élaboration d'une réglementation uniforme pour l'élection de ses membres au suffrage universel direct.

GROUPE DEMOCRATE-CHRETIEN

Président: M. Lückner (all.)

10 novembre à Bonn

Echange de vues, sur la base d'un rapport de M. Scelba (it.), sur le thème proposé pour le colloque annuel avec le Conseil et la Commission européenne (voir 1ère partie).

GROUPE SOCIALISTE

Président: M. Vals (fr.)

9-10 novembre à Bonn

Echange de vues avec Mme Focke, secrétaire d'Etat parlementaire de la chancellerie, sur la politique allemande à l'égard de l'Est qui est un élément entièrement intégré à la politique européenne concrète de préservation de la paix et qui constitue une contribution allemande à une politique commune de l'Europe occidentale à l'égard de l'Est.

INTERGROUPE D'ETUDES POUR LES PROBLEMES REGIONAUX ET LOCAUX

Président: M. Wohlfart (soc. lux.)

4 et 5 novembre à Leer (Allemagne) et Groningen (Pays-Bas)

Echange de vues avec les autorités locales, régionales et fédérales sur les problèmes qui se posent dans la région frontalière germano-néerlandaise.

**COMMISSION PARITAIRE
DE LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE
DE L'ASSOCIATION C.E.E.—E.A.M.A.**

Président: M. Ngo'o Mebe (Cameroun)

27-29 octobre à Fort-Lamy (Tchad)

En vue de la prochaine réunion de la Conférence parlementaire de l'association qui se tiendra à La Haye du 10 au 16 janvier 1972, la commission paritaire a examiné le projet de rapport de M. Armengaud (lib. fr.) sur le 7e rapport annuel d'activité du Conseil d'association et le document de travail de M. Glinne (soc. belge) sur la coordination de l'action des Etats partenaires de l'association dans le cadre des organisations internationales de coordination économique et de développement.

La commission paritaire a adopté le rapport de M. Bakoure (Tchad) sur le compte de gestion pour 1970 et le projet d'état prévisionnel pour 1972 de la Conférence parlementaire de l'association.

BUREAUX D'INFORMATION DU PARLEMENT EUROPEEN

**1000 BRUXELLES, Palais des Congrès, 3, place Coudenberg
Tél. 11.28.81**

**75 PARIS (8e), 41, rue de Courcelles
Tél. 227.22.28**

**00186 ROME, via del Corso, 184
Tél. 679.05.07**